

“Le parlement bruxellois tourne au ralenti à cause des cumuls”

■ Ecolo fustige les lenteurs de l'organe législatif régional. Charles Picqué (PS), son président, se défend.

En termes de dynamisme démocratique, le parlement bruxellois n'a pas toujours bonne réputation. On s'y ennuie ferme, entend-on même de la bouche de certains députés. “Ceux-là ne méritent pas d'être là”, leur répond un collègue. Reste que les débats régionaux bruxellois ne mobilisent que peu l'attention médiatique. Le groupe Ecolo (opposition) n'en peut plus et tient à le faire savoir.

“On devrait turbiner à plein régime... Il y a la régionalisation de matières importantes, l'affectation du refinancement de Bruxelles, les attentats... et qu'est ce qu'on voit ? Notre parlement fonctionne au ralenti”, déplore, irritée, Zoé Genot, chef de groupe Ecolo et ancienne parlementaire fédérale. Pour elle, les lourdeurs du fonctionnement de l'organe législatif régional et son manque d'activité supposé servent deux causes: “Permettre aux mandataires qui cumulent d'exercer leurs mandats locaux et surtout de protéger le gouvernement des débats qui fâchent.” Zoé Genot a dressé une liste d'exemples. Elle pointe les nombreux textes de l'opposition qui sont en

attente à la commission des affaires économiques. “Le règlement impose que cette commission se réunisse tous les deux mois pour examiner les textes déposés par les parlementaires, il n'y a eu qu'une réunion durant les dix derniers mois”, expose-t-elle. Chacune des dix commissions du parlement ne se réunit qu'une seule fois par semaine “alors que dans les autres parlements, cela peut aller de une à quatre fois”, ajoute-t-elle. Autre invraisemblance: le ministre Pascal Smet (SP.A) qui quitte la commission infrastructure dès 16h les lundis de conseil communal de la Ville de Bruxelles, où il siège. La critique vaut aussi pour la secrétaire d'Etat CD&V Bianca Debats.

Un procès injuste

“Le président Charles Picqué nous a demandé des idées de débat pour ‘meubler’ la séance plénière du vendredi, s'étrangle encore Zoé Genot. Pour cause, le gouvernement ne produit quasi pas de texte à voter.” “Le débat sur les attentats s'est déroulé un mois après les faits pour éviter les déclara-

tions à chaud, raconte la députée. Que dire de notre question sur la fermeture en urgence du métro qui a été supprimée de l'ordre du jour ? Du jamais vu ! Si c'est la majorité qui décide des questions parlementaires, on peut tous rentrer à la maison.”

Dernière pierre jetée dans le jardin de Charles Picqué, président PS de son assemblée, cette procédure des questions parlementaires qui mettent plusieurs jours avant d'être débattues. Cela après que le bureau élargi a fait office de filtre politique. “Ça n'existe pas ailleurs, fustige Zoé Genot. Il est temps de dépoussiérer tout cela.”

Ces critiques émanent d'une mandataire “frustrée de ne plus être au fédéral”, commente Philippe Close, chef de groupe PS. “Je trouve au contraire que de nombreux débats mobilisent les députés”, appuie Emmanuelle De Bock, chef de groupe Défi. “Ecolo ne s'est jamais plaint de cela lorsqu'il était au pouvoir”, souligne Benoît Cereuxe pour le CDH.

“Fluidifier les débats”

Charles Picqué conteste lui aussi “le sombre tableau” de l'écologiste. “On n'a jamais eu autant de questions et d'interpellations”, explique-t-il. Le gouvernement bruxellois se plaint d'ailleurs d'être submergé. Le président du parlement regrette d'ailleurs la “pléthore” d'interpellations et de demandes de résolutions sur des sujets qui ne concernent pas la Région au premier chef. Le socialiste admet tout de même les retards constatés dans certaines commissions et déplore le départ de ministres en pleine commission pour suivre un conseil communal. “Mais la critique est d'autant plus malvenue que nous venons de décider de fluidifier et de raccourcir les débats en diminuant les temps de parole”, assure-t-il. Des questions d'actualité vont même être introduites dans les commissions. Côté PS, on annonce aussi que les projets de texte gouvernementaux vont incessamment arriver au parlement. “Le gros du travail législatif arrive”, certifie Philippe Close.

Mathieu Colleyn

“On n'a jamais eu autant de questions et d'interpellations.”

CHARLES PICQUÉ (PS)

Président
du parlement bruxellois.